Interview avec le conseiller fédéral Otto Stich : "travailler plus efficacement avec moins de moyens"

Autor(en): **Tschanz, Pierre-André / Lenzin, René / Stich,Otto**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger**

Band (Jahr): **22 (1995)**

Heft 2

PDF erstellt am: **29.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-912150

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

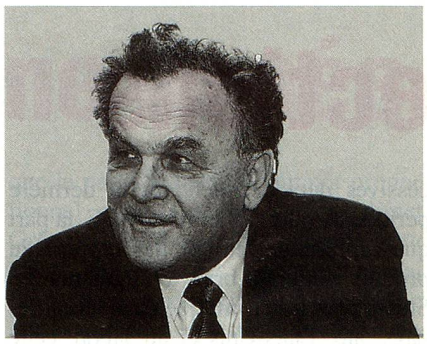
Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Interview avec le conseiller fédéral Otto Stich

«Travailler plus efficacement avec moins de moyens»



Otto Stich: «Nous devons veiller à ne pas demander à l'Etat plus qu'il ne peut donner, afin qu'il puisse encore fournir des prestations à l'avenir.» (Photos: Michael Stahl)

Revue Suisse: Monsieur le conseiller fédéral, Ulrich Gygi, directeur de l'Administration fédérale des finances, s'est montré optimiste en déclarant qu'étant donné les prévisions économiques favorables, les finances fédérales pourraient être assainies dans cinq ans déjà. Partagez-vous cet optimisme?

Otto Stich: Lorsque l'on dit qu'elles peuvent être assainies, je réponds naturellement par l'affirmative. Mais quant à savoir si elles le seront effectivement, c'est une autre question parce que cela suppose une volonté politique forte; et après les décisions du Parlement sur le programme d'assainissement de 1994, je me permets de douter qu'elle existe. Je regrette que les élections fédérales de l'automne prochain aient occulté pour la majorité du Parlement le sens des réalités financières. Je suis en particulier déçu que les partis bourgeois aient critiqué les propositions d'économies du Conseil fédéral en les qualifiant de totalement insuffisantes et qu'en même temps, ils n'aient pas été en mesure de soutenir nos propositions de réductions budgétaires modérées. Cela mis à part, aucune autre décision n'a été prise pour un assainissement, à l'exception des réductions linéaires.

Etant donné les gros investissements prévus notamment dans le domaine des transports, l'objectif du Conseil fédéral, qui est de rétablir l'équilibre budgétaire, est-il encore réaliste?

Je pense que la question n'est pas de savoir s'il est réaliste. Nous n'avons pas d'autre choix si nous ne voulons pas être entraînés dans le sillage d'autres pays, qui doivent emprunter simplement pour pouvoir payer les intérêts. Cela est très, très malsain et serait une catastrophe pour l'économie suisse, car nous devrions alors nous attendre à des taux d'intérêt beaucoup plus élevés et perdrions un avantage par rapport à nos concurrents, que nous avons eu pendant des décennies.

Quelles sont, aux yeux du ministre des finances, les perspectives à moyen et à long terme en ce qui concerne l'assainissement des finances fédérales?

Tout d'abord, nous réexaminerons cette année les subventions. Là, nous n'avons aucun objectif précis en matière d'économies; mais nous aimerions voir, en collaboration avec les offices où l'on pourrait éventuellement simplifier les choses et où l'on pourrait même renoncer à certaines tâches. Et cela sans idées préconçues et sans dire que nous voulons arriver à tel ou tel but. Puis nous examinerons la péréquation financière entre les cantons, qui est inefficace et qui manque au fond son but. Nous aimerions supprimer l'échelonnement des taux de subventionnement suivant la capacité financière. Il n'y aurait plus que des taux uniformes, indépendamment des cantons que cela concerne. Simultanément, nous donnerions aux cantons davantage de moyens financiers directs, afin qu'ils puissent ensuite fixer eux-mêmes les priorités en ce qui concerne l'utilisation de cet argent. Cela aurait aussi l'avantage que nous pourrions probablement faire cela avec un peu moins de bureaucratie, parce que les cantons ne devraient pas envoyer tous les projets à Berne pour contrôle, octroi de l'autorisation et contrôle du décompte. Enfin, nous examinons aussi les barrières institutionnelles, afin que l'équilibre budgétaire soit assuré pendant longtemps, par-delà les cycles conjoncturels.

Le conseiller fédéral Otto Stich en conversation avec Pierre-André Tschanz et René Lenzin.

Les Suissesses et Suisses de l'étranger sont également touchés par les mesures d'économie, directement et indirectement. Dans quels domaines devront-ils compter avec des économies?

En réalité, je ne pense pas qu'ils seront particulièrement touchés dans un domaine particulier. Mais il est imaginable que certaines représentations peu importantes soient fermées. D'un autre côté, il est sans doute aussi possible d'introduire certaines simplifications, par exemple s'agissant des Suisses de l'étranger astreints au service, qui ne doivent d'ailleurs plus payer chaque année des impôts. Là, il y a encore pas mal de choses à faire.

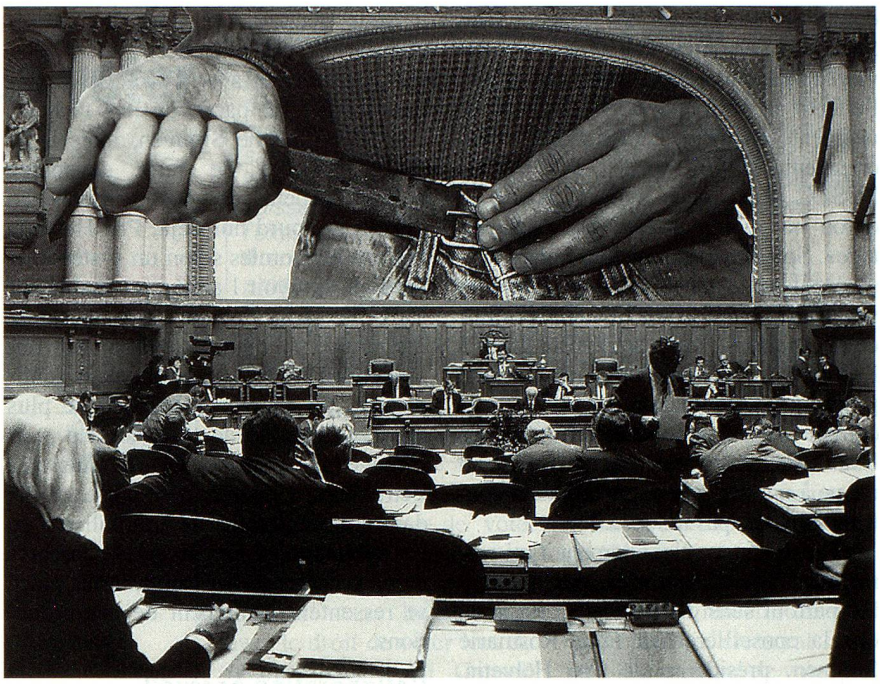
Des institutions telles que Pro Helvetia, l'Office suisse d'expansion commerciale, l'Office national suisse du tourisme ou les écoles suisses, qui sont

importantes pour l'image de la Suisse à l'étranger, subissent également les effets des mesures d'économie. Ne conviendrait-il pas, aujourd'hui, de renforcer plutôt la présence suisse à l'étranger au lieu de la réduire?
Il faut simplement être conscient du fait que la Confédération a des tâches très diverses et qu'il faut chercher partout à faire quelques économies. Cela ne veut pas dire qu'il faut réduire les prestations. Il est possible que l'on puisse travailler plus efficacement avec moins d'argent. On pourrait aussi faire preuve de davantage d'imagination et de créativité et se plaindre moins. Je ne crois pas que la Suisse ne se porte bien que si l'on dépense davantage d'argent pour promouvoir certaines choses. La question est de savoir quelle est notre attitude et ce que nous avons à offrir en Suisse. Cela est beaucoup plus important pour l'image de la Suisse. Il appartient avant tout à la Suisse de croire en elle-même.

Vous dites souvent que l'on peut, en principe, faire des économies partout. Pour vous, qui êtes socialiste, est-il admissible que l'on économise dans le domaine social, surtout dans une période où le chômage est important?
Lorsque nous posons la question: peut-on économiser dans le domaine social, peut-on économiser dans les transports publics, peut-on économiser dans l'armée, peut-on économiser dans l'agriculture, il y a naturellement tout de suite et partout une énorme réaction et l'on dit non, cela n'est pas possible. Mais lorsque l'on entre dans les détails, dans le domaine social, dans les universités, dans l'agriculture, dans l'armée, on trouve partout des petites choses que l'on pourrait au fond faire mieux, plus simplement et plus judicieusement.

Nous devons y réfléchir sérieusement et aussi être conscients que personne ne souhaite un démantèlement social. Mais à l'inverse, nous devons veiller à ne pas demander à cet Etat plus qu'il ne peut donner, afin qu'il puisse à l'avenir également fournir certaines prestations. Précisément les personnes qui ont besoin de l'état et qui y ont droit ont le plus grand intérêt à ce que nous réussissions à rétablir l'équilibre budgétaire. C'est pourquoi on peut parfaitement revoir certaines prestations, du moins à titre provisoire. Mais comme nous l'avons déjà dit, c'est aussi une question d'utilisation judicieuse des moyens financiers, et celle-ci doit être vérifiée partout.

Interview: René Lenzin et Pierre-André Tschanz



En cette année d'élections, le Parlement a de la peine à décider qui doit se serrer la ceinture. (Photomontage: Keystone)

L'assainissement des finances fédérales et la présence suisse à l'étranger

Le citron est-il complètement pressé?

Outre la Cinquième Suisse, il y a différentes institutions qui contribuent à la présence suisse à l'étranger. Comment s'y prennent-elles face aux mesures actuelles d'économie?

L'année passée, deux des 16 écoles suisses à l'étranger reconnues et soutenues par la Confédération ont fêté leur 75e anniversaire, Milan et Barcelone. Ces deux fêtes ont montré, d'une part, que ces institutions revêtent

René Lenzin

toujours une grande importance pour chacune des communautés suisses et, d'autre part, qu'elles sont parmi les écoles privées les plus renommées dans le pays d'accueil. Les écoles suisses à l'étranger sont des lieux de rencontre et le support de la culture et de la pensée suisses; elles considèrent donc qu'elles jouent un rôle éminent dans la présence suisse à l'étranger. Et pourtant, le subventionnement des six écoles qui existent en Europe est remis en question. Certes, le Département de l'intérieur, qui est compétent, fait valoir que l'intégration des enfants suisses habitant dans les pays d'Europe se fait généralement sans problème. Cependant, le fait que la discussion à ce sujet a chaque fois lieu dans le cadre de l'examen du budget de la Confédération donne à penser que les motifs sont plutôt d'ordre financier.

Réductions considérables

Ce n'est là qu'un exemple des économies envisagées en raison du déficit budgétaire de la Confédération. D'autres institutions ont déjà dû s'accommoder de réductions considérables des crédits. Par exemple la fondation culturelle Pro Helvetia – entretenue exclusivement par la Confédération – dont les ressources prévues dans le plan financier 1992–95 ont été réduites de 130 à 105 millions de francs. Ou l'Office suisse d'expansion commerciale (OSEC), pour lequel le Parlement avait fixé les subventions fédérales à dix millions par an pour la période 1989–94, mais qui les a réduites après coup de 20 pour cent pour 1993 et 1994.

«Travailler plus efficacement avec moins de moyens», tel est le conseil